

MADAGASCAR

Revue de Presse août 2007

POLITIQUE INTÉRIEURE

Préparation des législatives anticipées du 23 septembre, observation des élections

Ce sera le « scrutin majoritaire uninominal à un tour », à l'exception de 8 circonscriptions urbaines qui auront à élire deux représentants et pour lesquelles le scrutin sera un « *scrutin majoritaire plurinominal à un tour* » (D'après Midi du 02/08/2007)

Les observateurs électoraux divisés : en raison de la précipitation dans l'organisation des prochaines législatives, les observateurs nationaux et internationaux seront absents du scrutin. Le groupement d'actions sociales et de suivi électoral a déclaré forfait, et ce pour 4 motifs : non création d'une commission électorale indépendante, manque de volonté du pouvoir de réviser le code électoral, absence de bulletin unique et partialité de l'administration. Il reprend ainsi point par point les revendications de tous les protagonistes (partis politiques, bailleurs de fonds, observateurs des élections et membres de la société civile, notamment le FFKM). Du côté du CNOE, le plus représentatif des observateurs, les avis sont partagés, certains voulant se limiter au « *service minimum* », comme pour le référendum du 4 avril. (D'après Midi du 01/08/2007)

Des observateurs internationaux pour les législatives : le ministère de l'Intérieur sollicite la participation de la communauté internationale pour l'observation des élections législatives. Cependant, le nombre d'observateurs n'est pas encore connu, tous les organismes sollicités n'ont pas encore répondu. « *Jusqu'à présent, nous n'avons reçu que la réponse positive de l'Union européenne* » indique le ministère. C'est la première fois que la participation d'observateurs internationaux est sollicitée pour des législatives. L'histoire récente a montré qu'ils n'interviennent que pour les présidentielles. Mais aucun observateur international n'a été sollicité pour le référendum. (D'après Les Nouvelles du 29/08/2007)

La Suisse insiste sur la révision préalable du code électoral : son chargé d'affaires, Benoît Girardin, est revenu à la charge pour suggérer des changements relatifs à l'organisation du scrutin. « *Pour mon gouvernement, une validation politique de telles réformes dans un délai raisonnable enverrait un signal de maturation démocratique extrêmement positif et encourageant* », a-t-il déclaré, en référence aux principes établis par SADC. Mais le gouvernement campe sur ses positions, au nom de la souveraineté. (D'après L'Express du 02/08/2007)

La "Solidarité des oppositions" officialisée. Les plates-formes de l'opposition y sont toutes représentées. 22 entités politiques sont parvenues à trouver un terrain d'entente pour la prochaine échéance électorale. Mais l'instance dirigeante n'est pas encore mise en place. A noter cependant que l'Union des Forces nationales (UFN) boude la coalition car selon elle, participer à cette élection, c'est cautionner la décision du régime d'organiser une élection qui ne sera ni juste ni transparente. (D'après L'Express, Midi et Tribune du 02/08/2007)

Le principe de la candidature unique de l'opposition n'a pu être respecté que dans 64 circonscriptions sur 119 : ce résultat, qui est loin de l'objectif fixé, peut s'expliquer par un manque d'organisation au sein de la coalition. (D'après Tribune du 29/08/2007)

L'Union nationale pour le développement et la démocratie (UNDD) renie les législatives : son président, Emmanuel Rakotovahiny, met en question la crédibilité des différentes structures électorales, entre autres, la HCC et le CNE, qu'il accuse d'être aux ordres du pouvoir ainsi que toutes les structures déconcentrées de l'État, mises au service du TIM. (D'après L'Express du 11/08/2007)

Les candidats de l'opposition ne se précipitent pas en raison du coût élevé de la bataille mais aussi à cause des inégalités dans les moyens mis en œuvre. Tous pensent à tort ou à raison que « *les dés sont pipés dans ces élections où le TIM dispose de plusieurs longueurs d'avance sur ses concurrents* ». « *Investir dans cette élection n'est plus rentable. Il faut déboursier au moins 40 millions Ar durant la campagne. Avec les avantages auxquels les députés ont droit actuellement, il faut presque tout un mandat pour pouvoir amortir ce gros investissement.* », fait comprendre un ex-député opérateur économique ». (D'après Midi et Tribune du 10/08/2007)

Stratégie présidentielle : clin d'œil à l'opposition locale de Toamasina avant la tenue des législatives. Des représentants du MTS de Roland Ratsiraka et de l'AREMA, ancien parti au pouvoir, ont été invités à la réunion. Conciliant, Marc Ravalomanana a déclaré reconnaître le rôle de l'opposition. Il a aussi évoqué le cas de Roland Ratsiraka, placé sous mandat de dépôt depuis le mois d'avril. Il a garanti l'accélération du traitement du dossier, tout en précisant que "*l'affaire est entre les mains de la justice*". S'agissant de la **fermeture des radios privées** appartenant à des personnalités d'opposition, les deux parties ont trouvé un terrain d'entente : le président a promis de « *lever la sanction en contrepartie, il exige le respect de la discipline et l'interdiction d'antenne aux orateurs qui commettent des dérapages verbaux* » [délit d'incitation à la haine tribale]. L'initiative présidentielle n'est pas dénuée de visée politique à la veille des élections législatives, dans ce bastion de l'opposition. (D'après L'Express, Midi et Matera du 03/08/2007)

L'élection sera la plus ouverte de toutes les consultations électorales depuis 2002. Aucun des partis en lice ne part favori. Le TIM va affronter ce scrutin avec de lourds handicaps : il doit colmater les brèches provoquées par le départ massif des membres du CRTIM. Le débat promet également d'être rude dans les régions où le chef de l'État n'a pas brillé lors de la dernière présidentielle. Le « *semi- consensus* » trouvé par les candidats de l'opposition change aussi profondément la donne. Jamais dans l'histoire du pays, les partis d'opposition n'ont réussi à s'auto-discipliner ainsi. Durant la campagne, ils comptent exploiter les « *failles du régime* » : chute du pouvoir d'achat, niveau élevé de la corruption, exclusion des natifs des autres provinces dans les hauts emplois de l'État, partialité de la justice, persécution des opposants et des anciens alliés. (D'après Midi du 16/08/2007)

Avantages matériels supprimés pour les futurs députés : adieu veau, vache, cochon, 4X4, les nouveaux membres de l'assemblée nationale devront se passer de leurs avantages en nature suite à l'abrogation des dispositions prises en leur faveur en 1999. Mais « *seuls les 4X4 sont supprimés* », selon le Ministre des Finances et du Budget. Au nombre de 160, ils ont été "*donnés*" aux députés depuis 1994 ; lors de la dernière législature ils ont coûté à l'État la bagatelle de 8 milliards Ar. (D'après Les Nouvelles du 22/08/2007 et DTS du 23/08/2007)

Les enseignements de la publication de la liste des candidats : l'une des tendances qui se confirme est la confrontation interne entre éléments du TIM, qui a effectué une grande lessive dans sa liste, en excluant une grande partie des députés sortants. La présence de plusieurs membres du TIM sous une autre étiquette saute aux yeux. Dans bien des cas,

l'opposition sera l'arbitre de la lutte interne au TIM. 666 candidats titulaires ont été admis à concourir par la HCC, pour 127 sièges. (D'après L'Express, Midi et Matera du 24/08/2007)

On redoute déjà des fraudes : alors même que les élections n'ont pas encore eu lieu, certains partis redoutent déjà des fraudes et autres manipulations des résultats. Ce sont surtout les formations de l'opposition qui sont les plus sceptiques quant au bon déroulement de la consultation, mais certains partis de la mouvance présidentielle font prendre également de méfiance et entendent suivre et contrôler tout le processus électoral. (D'après Les Nouvelles du 25/08/2007)

L'Arema prendra part à l'observation post-électorale : le parti de Pierre Houldeur se prépare à participer à l'observation, surtout post-électorale. «*Les fraudes ne se produisent qu'après les élections. Nous prenons de ce fait en main le suivi des résultats, et n'acceptons plus le détournement des choix du peuple*», a déclaré son secrétaire national provisoire. (D'après Les Nouvelles du 27/08/2007)

Climat de crise au sein du parti présidentiel TIM

Le CRTIM présentera des candidats : les réformateurs présenteront des candidats aux législatives. Ils adopteront l'étiquette « *indépendant* ». « *La décision s'applique dans toutes les circonscriptions où le système de parachutage sera appliqué pour le choix des candidats du TIM* », menace le vice-président du Sénat, Jean Clément, promu président de la nouvelle association « *Cercle de réflexion CRTIM* ». Cette initiative pourrait affaiblir les chances du régime de disposer de la majorité dans la nouvelle Assemblée. (D'après L'Express du 07/08/2007)

Le CRTIM a annoncé que « *tous les candidats recalés par le bureau politique du TIM seront présentés par le CRTIM* ». (D'après Midi du 10/08/2007)

Le CRTIM présente 41 candidats parmi lesquels figurent 16 députés sortants du parti au pouvoir. (D'après Tribune du 28/08/2007)

Les réformateurs du TIM attaquent l'Administration : ils évoquent des pressions sur les fonctionnaires de l'État à l'occasion des élections législatives et se posent en victimes. "*Des pratiques anciennes persistent encore de nos jours pour tenter de perpétuer le système de pensée unique*", a déclaré l'ancien ministre Ranjivason, un des ténors du mouvement. Le CNE, organe de supervision des opérations électorales, se montre attentif aux doléances, mais attend d'être officiellement saisi. Récemment déjà, Moxe Ramandimbilahatra, président du Teza et conseiller du président de la République avait lancé une mise en garde contre ces prétendues pratiques. (D'après L'Express du 28/08/2007)

Relations État-Église : les évêques reviennent à la charge. 4 évêques et Marc Ravalomanana ont eu des entretiens. Une première rencontre après les brouilles engendrées par l'expulsion du Père Urfer en mai. Les chefs d'Église en ont profité pour l'interpeller sur différents sujets. Depuis le mois de février, l'Église catholique a publié 4 communiqués, dans le but de tirer la sonnette d'alarme. A l'époque, elle mettait l'État en garde contre la tenue "*de manière précipitée*" du référendum. Elle dénonçait également des actes d'"*exclusion*", "*les abus de pouvoir*" et pointait du doigt la manière de gérer les affaires nationales. Pour l'AREMA, la démarche du pouvoir est tout à fait opportuniste. La tenue d'une telle rencontre, à la veille des élections, traduit l'affolement et la crispation du régime. (D'après L'Express du 25/08/2007)

Expulsion du jésuite Sylvain Urfer : le « père des pauvres » revient à la charge et saisit la justice. Ses défenseurs attaquent l'État devant la Cour suprême pour diverses irrégularités de procédure. Cette expulsion avait plongé le pays dans la stupéfaction et l'administration

n'a jamais voulu assumer sa décision. Les explications maladroites données par le chef de l'Etat sous la pression de la presse, des chancelleries occidentales ainsi que diverses congrégations et personnalités religieuses n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu. (D'après L'Express du 30/08/2007)

Opposition : l'alliance TMM sollicite la médiation des évêques : sa rencontre avec l'archevêque de Fianarantsoa, Mgr Rabemahafaly, lui a permis de présenter les résultats des consultations effectuées auprès du monde politique, de la société civile et des syndicats, suite à la mission qui lui avait été confiée par l'archevêque. A l'issue de la rencontre, l'archevêque est resté discret sur la suite qu'il entend donner aux recommandations du TMM mais il a réaffirmé que l'Église pouvait, en cas de besoin, jouer le rôle de facilitateur entre l'État et les opposants. En attendant la réponse de la Conférence épiscopale, l'alliance poursuit ses consultations. (D'après L'Express du 07/08/2007)

Le TMM veut rassembler les victimes du pouvoir : le Tambatra, le Monima et le Manaovaoa (TMM) viennent de décider de se muer en une véritable association dénommée «*Voin-kava mahatratra*». Cette association veut rassembler tous ceux qui se sentent victimes ou opprimés par certaines pratiques du pouvoir, incluant entre autres les détenus et exilés politiques, les victimes du non-droit ou tous qui se déclarent victimes de persécutions aussi bien morales que physiques. (D'après Les Nouvelles du 11/08/2007)

"600 millions de dollars se sont volatilisés à la Banque centrale de Manakara", a confirmé le chef de l'État au responsable du FMI qui lui rendait visite. "Une telle information ne peut être ignorée du FMI, dans le cadre d'une relation de confiance", a-t-il soutenu. Un mandat d'arrêt international a été lancé contre les personnes recherchées. L'affaire avait été découverte en mai 2007 avec le concours du BIANCO. (D'après L'Express du 23/08/2007)

Une affaire très sensible puisque Louis Ranjeva, le frère cadet du ministre des Affaires Étrangères Marcel Ranjeva, est impliqué. Un mandat d'arrêt international aurait été délivré contre lui. La relation qui existe entre l'Église catholique et la famille Ranjeva n'est plus à démontrer. Depuis que le catholique Jacques Sylla n'est plus Premier ministre, c'est Marcel Ranjeva qui représente l'État et le président de la République aux grands rendez-vous organisés par l'Église catholique. La question est donc de savoir si Marcel Ranjeva va instrumentaliser l'Église catholique pour contre-attaquer. Coïncidence ou non, Marc Ravalomanana a révélé, au nom de la transparence, cette affaire de détournement au directeur Afrique du FMI, et ce, au moment du passage à Madagascar de Raymond Ranjeva, l'autre frère de Louis Ranjeva, doyen des juges à la CIJ de La Haye. Le ministre des Affaires Étrangères est devenu indésirable au sein du gouvernement. (D'après Tribune du 24/08/2007)

Roland Ratsiraka refuse par deux fois de comparaître : son avocat estime que la procédure est illégale. "Roland Ratsiraka considère le dossier comme monté de toutes pièces et ne constitue qu'un harcèlement contre lui", confie-t-il. Rappelons que l'ancien maire et candidat à la présidence de la République doit rendre des comptes dans 3 affaires concernant sa gestion. (D'après L'Express du 29/08/2007)

DROITS HUMAINS, JUSTICE

Réinsertion sociale et organisation des Jeux des Îles à Antananarivo : la capitale doit présenter un visage net à ses visiteurs étrangers attendus pour les Jeux des Îles de l'Océan Indien (JIOI), du 9 au 19 août. Les enfants des rues [4-mis] et les clochards devront quitter les rues dans les plus brefs délais. Une opération spéciale à leur rencontre sera organisée. Les ONG intervenant dans l'accueil des sans-abri comme *Akamaso* du Père Pedro ont donné leur

aval. La commune reconnaît que « *le projet communal de réinsertion sociale des 4-mis et des sans-abri n'a pas porté ses fruits. De plus en plus de ces personnes sont revenues pour occuper illicitement les rues tananariviennes* ». Les personnes concernées seront conduites dans les commissariats de quartiers et les hôpitaux. La chasse aux squatters se poursuit également dans la capitale, avec des expulsions massives et précipitées, et la destruction des constructions illicites. 1 234 habitants d'un quartier rasé se plaignent de n'avoir aucun endroit où aller. (D'après L'Express des 01 et 02/08/2007)

Droits des enfants : des sensibilisateurs présents sur les sites des Jeux des Îles. La tenue des JIOI rime avec mobilisation. Ainsi, 600 sensibilisateurs, de 12 à 24 ans, se mobilisent durant les 10 jours de compétitions pour vulgariser les droits de l'Enfant et la lutte contre les infections sexuellement transmissibles et le Sida. (D'après L'Express du 16/08/2007)

Six mois pour réhabiliter les prisons malgaches : le ministère de la justice tente de redorer l'image de l'univers carcéral. Des efforts seront déployés d'ici à la fin de l'année pour humaniser la détention. "*L'humanisation de la détention est l'affaire de tout un chacun*", annonce le ministère : "*L'administration pénitentiaire n'est pas capable de tout assumer*", a-t-il précisé. (D'après L'Express du 18/08/2007)

Expulsion de 3500 squatters : violents affrontements avec les forces de l'ordre à Antsiranana. Le 16 août, les occupants illicites d'un domaine universitaire ont été avisés de la décision d'expulsion, suite à une ordonnance de référé du 23 juillet. Les responsables de l'Université avaient accordé un délai de 48 heures afin de permettre aux occupants de partir "*sereinement*". De passage à Antsiranana le 14 août, Marc Ravalomanana a projeté d'effectuer de grands travaux d'extension du campus universitaire. (D'après L'Express du 20/08/2007)

Des « clinique » pour protéger les justiciables : "*La nouvelle structure permettra aux victimes de s'exprimer, de faire valoir leurs droits et d'alléger la charge du tribunal*", explique la ministre de la Justice. Elle précise que la clinique viendra en aide aux habitants des zones enclavées ou éloignées des services publics, ainsi qu'aux personnes les plus démunies et les plus vulnérables. Appuyé par le Pnud, la clinique juridique se fixe comme objectifs de diffuser le droit en incluant les textes relatifs à la protection des droits humains, de recueillir les plaintes sur les litiges communautaires, de proposer solutions, conseils et orientations, voire même de réaliser des conciliations. "*C'est une initiative de proximité*", souligne le représentant du PNUD. Trois villes disposent maintenant d'une telle structure, d'autres implantations sont prévues. (D'après L'Express du 16/08/2007)

DIPLOMATIE, INTEGRATION REGIONALE, COOPERATION

Coopération Madagascar-Suisse : des relations encore « polluées » par la restitution par la Suisse de fonds publics malgaches à l'ancien PM Tantely Andrianarivo. Le chargé d'affaire soutient pourtant qu'il "*comprend*", l'attitude du gouvernement. Et il a émis le souhait "*que cette page soit promptement tournée*" tout en précisant une "*responsabilité partagée*" dans le traitement du dossier. Le chargé d'affaire a expliqué que la déficience de la législation malgache et la disparition des archives n'ont pas permis à la Suisse d'établir la source illicite de l'argent. Aussi, l'enquête a dû être arrêtée faute de preuve et les 3 millions de dollars ont été restitués à son propriétaire présumé par la Justice. Face à cette faiblesse juridique, la Suisse est prête à appuyer le pays dans l'élaboration de textes relatifs à la lutte contre le blanchiment d'argent. (D'après Les Nouvelles et L'Express du 02/08/2007)

Madagascar dans la brigade d'intervention rapide de la SADC : elle a été officiellement lancée, dans le cadre du 27^{ème} sommet de l'organisation. Les troupes malgaches sont issues du bataillon RECOMP (Renforcement de la capacité africaine pour le maintien de la paix), un projet de coopération franco-malgache pour le maintien de la paix et de la sécurité. La brigade participera à des missions d'observation et de surveillance, de maintien de la paix et de sécurisation ainsi qu'à des "opérations de pacification", a annoncé le chef de l'État zambien, nouveau président « tournant » de la SADC. (D'après AFP du 17/08/2007 et L'Express du 18/08/2007)

Marc Ravalomanana annonce la création d'une université FJKM : en collaboration avec «Texas University», et dont la gestion sera assurée par les laïcs des églises protestantes. Quelques boursiers malgaches suivent déjà des études dans cette université du Texas. Ce nouvel établissement viendra concurrencer l'université catholique qui caracole en tête en terme d'excellence et de performance. L'anglais sera la langue d'éducation. L'université aura pour mission de former l'élite nationale. (D'après Les Nouvelles du 24/08/2007, Midi du 30/08/2007 et Tribune du 31/08/2007)

L'UE de nouveau au chevet de Madagascar. Dans le cadre d'une initiative publique au sein de sa politique d'aide au développement aux pays ACP, l'UE vient d'attribuer un montant global de 31 millions d'euros à Madagascar dans le secteur de l'énergie (électrification rurale). Ces projets toucheront 16 000 bénéficiaires. (D'après Fenêtre sur l'Europe du 28/08/2007)

BANQUE MONDIALE, FMI, ECONOMIE

40 millions de dollars de la Banque mondiale pour l'aide budgétaire : Le représentant de la Banque a passé en revue avec Marc Ravalomanana les programmes en cours et ont discuté de la décentralisation et de la gouvernance, deux domaines auxquels la Banque a manifesté sa volonté d'apporter son appui. Le dossier de Madagascar est passé devant le CA de la Banque. Il porte sur un crédit d'appui à la réduction de la pauvreté (CARP) d'un montant de 40 millions de dollars sous forme de soutien budgétaire. (D'après Les Nouvelles du 01/08/2007)

Madagascar, bon élève de la Banque mondiale : la Grande Île affiche un taux de décaissement annuel de 30%, largement supérieur à la moyenne des pays de l'Afrique Subsaharienne, lequel n'est que de 21%. 18 projets sont actuellement financés par la Banque à Madagascar (développement humain, infrastructures, secteur privé, agriculture, environnement et administration publique). S'agissant de la bonne gouvernance, Madagascar n'a pas à rougir de son classement puisque globalement, la Grande Île se place au-dessus de la moyenne africaine. (D'après Midi du 02/08/2007)

L'amnistie fiscale minimisée : le représentant de la Banque affirme que celle-ci a peu d'impact sur le budget de l'État. Robert Blake a fondé son analyse après une "évaluation conjointe avec le FMI". (D'après L'Express du 02/08/2007)

FMI : « Madagascar doit faire mieux en matière fiscale ». L'insuffisance des recettes fiscales demeure l'une des principales pierres d'achoppement à une véritable croissance économique. Dans ce domaine, le directeur du FMI a constaté que «les progrès ont été insuffisants ... et les ressources intérieures dont dispose le gouvernement restent, par rapport au PIB, parmi les plus faibles en Afrique». Pourtant, de nombreuses initiatives ont été lancées pour améliorer ces recettes. L'amnistie fiscale en est l'une des dernières prises dans ce sens et le directeur du FMI a d'ailleurs souligné que c'est une mesure qui est appliquée dans de

nombreux pays. Seulement, on ne pourra pas savoir rapidement si cette mesure a incité les contribuables en infraction à remplir leurs obligations. Le pouvoir doit renforcer le taux de pression fiscale par un meilleur recouvrement. D'autre part, il lui faut mettre en place un système susceptible de créer un climat propice aux investissements privés, ce qui sous-entend des taux d'imposition incitatifs. Par ailleurs, on ne pourra plus tellement compter sur les recettes douanières pour renflouer les caisses de l'État du fait d'une intégration régionale plus poussée. (D'après *Les Nouvelles* du 27/08/2007)

L'octroie par la Chine de plus de 600 milliards Ar d'aides à Madagascar [cf. RP juillet 2007] : avec ses nouveaux prêts, tout porterait à croire que la Grande Île sera encore une fois surendettée, comme il y a 10 ans, mais le représentant de la Banque mondiale a expliqué qu'un pays n'est pas considéré comme surendetté tant que le niveau de la valeur de sa dette est inférieur à 140-150% du PIB ou 20% du service de l'exportation. Une manière de dire que le pays a encore la capacité de gérer son endettement. (D'après *Tribune* du 02/08/2007)

Madagascar fera partie de la zone de libre échange au sein de la SADC à partir de 2008. "La Grande île est prête à intégrer cette zone de libre échange car notre plan d'abaissement tarifaire a déjà été approuvé au niveau de la SADC et devrait entrer en vigueur à partir de ce mois d'août", précise le ministre de l'Économie. Le plan d'abaissement tarifaire constitue un préalable indispensable avant l'effectivité de la zone de libre échange. L'enjeu réside dans la capacité des industriels locaux à faire face à la concurrence notamment face à l'avance déjà prise par les industries Sud-africaines ou Mauriciennes. (D'après *L'Express* du 20/08/2007)

Amputation budgétaire au profit de la Jirama : Les institutions et les ministères ont reçu l'injonction d'affecter sans délais une partie de leurs budgets à la Jirama. Ce qui dénote une crise réelle dans cette société d'État d'approvisionnement en eau et électricité. (D'après *L'Express* du 13/08/2007)

Madagascar à l'heure du nucléaire : l'exploration de l'uranium reprend. Des experts étrangers vont tenter d'évaluer ces potentiels et de nombreux permis d'exploration ont été attribués. Durant la colonisation, des sites ont déjà produit de manière quasi clandestine près de 1.000 t d'uranium. Ces sites sont repris en grande partie par la Pan African Mining, une société canadienne. Des Anglais, des Australiens, des Sud Coréens et des Israéliens sont aussi dans la course. L'Inde, et la Chine en tête, engloutiront sûrement une grande partie de la production. Soulignons que Madagascar a ratifié la convention de Vienne sur l'utilisation pacifique de l'uranium. (D'après *Les Nouvelles et Midi* du 31/07/2007)

Le nickel crée 5 000 emplois à Toamasina mais risque de favoriser la propagation du Sida : la construction des infrastructures nécessaires à l'exploitation du nickel à Ambatovy par Dynatec contribuera à la création de 5 000 emplois. Après la phase de construction, la partie opérationnelle du projet créera 1 700 emplois directs. Mais les autorités et les opérateurs économiques de Toamasina redoutent la propagation du Sida, consécutive à l'arrivée massive d'étrangers, comme cela s'est produit pour projet Ilménite de QMM à Tolagnaro. Près de 2 000 expatriés débarqueront en effet à Toamasina durant la période de construction. (D'après *L'Express* du 24/08/2007)

Sociétés minières et pétrolières : l'État veut davantage de transparence. Les grandes entreprises de ce secteur sont désormais tenues de rendre public leur contribution au développement du pays. Elles viennent d'adhérer à l'Initiative pour la transparence dans les industries d'extraction (Eiti). « *La contribution de ces ressources dans le PIB doit atteindre 30 % en 2012* », avance Donat Olivier Andriamahefaparany, ministre des Mines. Cette contribution est

aujourd'hui de 4%. La publication détaillée et la vérification des paiements seront désormais effectives. (D'après L'Express du 29/08/2007)

NB : Le site du journal « Le Quotidien » (gouvernemental) est toujours inaccessible.

Au 31/08/2007, 1euro = 2511 Ariary (cours pondéré)